

ACCOR : colère et lutte des femmes de chambre...



Une fois de plus, le groupe ACCOR est confronté à la colère et à la lutte des femmes de chambre salariées d'une entreprise sous-traitante. Depuis le 6 octobre 2011 les 35 femme de chambre du Novotel les Halles sont en grève pour la satisfaction d'une quinzaine de revendications dont un 13e mois pour tous, le paiement à 100 % des dimanche des jours fériés et du travail de nuit la diminution des cadences et l'amélioration des conditions de travail. ■

Nettoyage- CNT

Occupy Wall Street

Depuis des semaines, des milliers de manifestant ont siégé à la place boursière de Wall street. "Nous sommes les 99%, nous n'avons rien alors que les 1% restants prennent tout". Ce mouvement "Occupy Wall Street" a déjà reçu le soutien de plusieurs syndicats et s'est propagé dans d'autres villes. Le 1er Octobre, la police procédait à 700 arrestations sur le pont de Brooklyn. Une protestation, à laquelle participent nos camarades des IWW, à soutenir et faire connaître !

+ d'infos sur www.iww.org/fr



Autre

FUTUR

#3

LA DIABOLISATION DE LA CLASSE OUVRIÈRE

Owen Jones, *CHAVS, The Demonization of the Working Class, Verso, 2011.*

Cet essai du jeune auteur britannique Owen Jones, succès surprise de librairie en Angleterre, ne peut qu'intéresser les syndicalistes qui essaient de comprendre les transformations du capitalisme et surtout de critiquer les représentations sociales dominantes qui contribuent à le justifier. Plus particulièrement, l'objet de ce livre est de se pencher sur les représentations attachées à la classe ouvrière en Grande-Bretagne, qu'il annonce, dès le titre, comme «diabolisée».

Le point de départ de la discussion est fourni par la popularité chez les britanniques de l'expression, péjorative et moqueuse, «chavs», que l'on peut situer quelque part entre «prolo» et «racaille». L'ouvrage débute d'ailleurs par un souvenir de l'auteur, concernant une soirée passée dans une partie «gentrifiée» de l'Est de Londres. Il se surprit alors à se trouver bien seul, dans cette société mixte en terme de «genre» et d'«ethnie», plutôt «centre-gauche», à ne pas rire à une plaisanterie sur les «chavs». Le spectacle de personnes, généralement issues de confortables classes moyennes et devant à cette origine beaucoup de facilités de parcours, en train de se gausser d'hommes ou de femmes au chômage ou travaillant souvent aux caisses des supermarché, dans le nettoyage ou la restauration rapide était-il si désopilant ?

Une partie du travail d'Owen Jones consiste dès lors à montrer que cette attitude, socialement acceptée, se décline, en fait, dans beaucoup de sphères de la société britannique. L'interrogation sur les «chavs» est donc surtout considérée comme le signe d'un phénomène plus général. L'expression elle-même connaît d'ailleurs un usage assez flou. Elle désigne initialement les jeunes des milieux populaires habillés en survêtement et connotait l'idée d'un consumérisme vulgaire, à opposer au charme discret de la bourgeoisie. Désormais, elle condense tous les traits négatifs associés à la classe ouvrière : comportement violent, fainéantise, adolescentes enceintes, racisme, alcoolisme, etc. Elle assimile finalement l'idée de pauvre à celle de bon à rien, se donnant libre cours sans complexe, souvent à propos de la «classe ouvrière blanche», presque définie par un racisme supposé qui autorise à la mépriser ouvertement. Plus généralement, ces représentations tendent à justifier les inégalités sociales et la place



inférieure qu'occupe les membres d'une classe de la société, caractérisée a priori par son incapacité profonde.

L'auteur n'a pas trop de mal à montrer que cette représentation négative est complaisamment relayée par les médias, où la vie des classes les plus pauvres est souvent appréhendée, avec froideur, sous l'angle de faits divers relativement glauques et crapuleux, se répercutant sur l'image de l'ensemble des communautés. Cependant, le livre ne s'arrête pas à tenter d'établir un tel constat. Il cherche plutôt à le remettre en perspective dans le contexte d'un accroissement continu des inégalités sociales lié à l'orientation des politiques économiques et sociales menées ces dernières décennies.

... suite page 2



PARTAGEONS LES RICHESSES

Privatisation des services publics, casse du système de retraite, remise en cause de la sécurité sociale, attaque contre le droit du travail, remise en cause progressive des 35h, volonté délibérée de désindustrialisation...

Face à une tension sociale grandissante, la classe dirigeante sait entretenir la confusion entre les travailleurs et travailleuses et saboter toute tentative de convergence interprofessionnelle. La banalisation d'un discours fascisant et l'affirmation d'une société toujours plus individualiste n'ont pour objectif que d'étouffer toute tentative de contestation sociale. Il s'agit maintenant de lancer de nouvelles dynamiques syndicales offensives et de promouvoir un projet de société réaliste en rupture avec le capitalisme. On voudrait nous faire croire que la lutte des classes n'est plus d'actualité.



On met tout d'abord en scène une illusoire réconciliation du travail et du capital dans une vaste « classe moyenne », concept fourre-tout qui vise à masquer les inégalités et la relation d'exploitation. On crée ensuite de fausses divisions : le public opprimerait le privé, les chômeurs exploiteraient les travailleurs, les travailleurs immigrés les travailleurs français, tout est bon pour diviser les classes populaires. Mais la contradiction des intérêts du capital et du travail reste à la

base de la société capitaliste. Le prix de vente de tout bien ou service accroît toujours les bénéfices des patrons et autres profitant de la spéculation, vivant de rentes et d'actions, et ce, au détriment des salaires et des conditions de travail.

S'engager et se battre pour une autre répartition des richesses, c'est défendre la mutualisation de tous les moyens de production, car celles-ci ne se mesurent pas seulement en termes financiers.

Les capitalistes accaparant tout, il faut tout leur reprendre.

Cela passe par notre capacité à articuler à la fois des luttes et des revendications immédiates visant à améliorer concrètement dès aujourd'hui nos conditions de vie et de travail avec des revendications de ruptures inscrites dans un projet révolutionnaire. ■



Pour décrire ces transformations récentes, qui ont affecté radicalement les conditions de vie de la classe ouvrière, Owen Jones n'hésite pas à parler de «guerre des classes». Comme il le fait, du reste, remarquer, des conservateurs, pas toujours en «off», n'hésitent pas à reconnaître eux-même qu'ils servent les intérêts des privilégiés. Dans les années 80, la prise de pouvoir de Margaret Thatcher coïncida avec une énorme offensive qui contribua, après la défaite des luttes, à désagréger non seulement les sources de subsistance et les institutions du monde ouvrier, l'industrie et les syndicats, mais aussi les aspirations et les valeurs collectives ouvrières. Tandis que la crainte croissante du chômage rend de plus en plus difficile la mobilisation des travailleurs sur le lieu de travail, la vision individuelle des difficultés, encouragée, se propage à la place de l'appréhension sociale et collective des problèmes. Plus question, désormais, d'être fier d'appartenir à «la classe» quand le problème se présente comme celui d'en sortir à tout prix. Chacun-e doit désormais se sentir le responsable de ses succès ou de ses échecs.

Les diverses conséquences destructrices de cette dégradation sociale seront alors bientôt imputées par les politiciens aux individus qui les rencontrent, ou à leurs familles. L'image d'un groupe social inquiétant ou indécent, exploitée par les conservateurs et guère moins présente dans le nouveau parti travailliste, renforce aussi les préjugés des classes moyennes, en entretenant leurs craintes. Ces communautés délabrées, jugées sans avenir, seront de plus en plus considérées comme irrécupérables. Elles n'agiraient pour leur ascension sociale que, à la limite, sous l'effet de pénalités et d'un contrôle social renouvelés. Elles apparaissent, dans la vision que la société se donne d'elle-même, sous la forme d'«exclus» à la marge, à conduire, tant bien que mal, dans la voie sociale heureuse d'une appartenance généralisée aux classes moyennes.

Au final, le traitement caricatural et agressif de leurs «déficiences» dans les médias et les discours indigent, à travers le thème populaire des «chavs», que leur représentation sociale hésite désormais entre le ridicule et la détestation.

Or, Owen Jones conteste le «mythe», souvent colporté, de cet avènement d'une société sans classe, ou formée d'une majorité de classes moyennes et d'une classe ouvrière minoritaire en voie de disparition. Le problème social contemporain, après les politiques de désindustrialisation, lui paraît plutôt de comprendre comment définir la nouvelle classe ouvrière du 21ème siècle. En Grande-Bretagne, le paradoxe est que, selon une enquête d'opinion, plus de la moitié de la population persiste, étonnamment, à s'identifier à la «working class», bien que, par exemple, les mines soient fermées et que le travail strictement manuel décline. Cela ne va pas sans troubles et confusions, lorsqu'un individu se définit ouvrier relativement à sa situation sociale mais classe moyenne pour l'éducation ou qu'un chauffeur de bus s'identifie à la classe moyenne parce qu'il ne finit pas sa journée exténué et misérable. Selon Jones, si la majorité appartient effectivement à la «working class», c'est, d'abord, que celle-ci continue de devoir travailler

pour autrui pour gagner sa vie et, ensuite, qu'elle dispose de très peu d'autonomie véritable envers son travail quotidien. Le secteur développé des services demeure, par exemple, un lieu d'exploitation intensive. La travailleuse des supermarchés (parfois visée par les caricatures «chavs»), assez souvent mère célibataire et le salarié des centres d'appel, sont également cités par Jones comme des exemples emblématiques de cette nouvelle classe ouvrière.

A quoi s'ajoute, de façon transversale, un développement de la précarité de l'emploi, des temps partiels et un piétinement des salaires. Cette précarité s'articule enfin à un autre trait qui caractérise malheureusement cette classe ouvrière : son atomisation, ses profondes difficultés à s'organiser dans un puissant mouvement syndical, comparable à celui du passé. Face à la classe ouvrière demeurent toujours des élites capitalistes, dont la richesse et le pouvoir n'ont rien à voir avec le commun des mortels. Cependant, l'intérêt du livre de Jones est que son sujet l'oblige à toucher aussi du doigt, de façon critique, le sujet souvent euphémisé du rapport des classes moyennes à la classe ouvrière. Comme les classes moyennes sont assez souvent les relais les plus enchantés des conceptions méritocratiques de la distribution des places ainsi que de l'ascension sociale de l'individu, Owen Jones se plaît à rappeler que les dés sont pipés et qu'à tous les niveaux ses intérêts se trouvent substantiellement avantagés dans la société britannique. Parfois école privée, mais plus simplement adaptation facilitée au système scolaire, aides financières pendant les études et les stages, éventuels «réseaux», autant d'évidences qui n'en sont pas pour les enfants de la classe ouvrière.

Ceux-ci «aspirent» d'ailleurs d'autant moins aux «filiales d'excellence» qu'ils n'en connaissent la plupart du temps même pas l'existence.

L'ensemble du tableau brossé par Owen Jones n'est pas réjouissant mais il sonne juste, au-delà même du cas de la Grande-Bretagne. Il attire l'attention sur la désolation sociale et la détresse parfois profonde, quoique invisible médiatiquement, de communautés ravagées par les politiques sociales et économiques anti-ouvrières menées depuis des décennies. Il serait, d'ailleurs, absurde ou inutilement moralisateur de séparer la prise en compte d'un tel contexte - chômage massif, dégradation sociale, mise en concurrence... - de la compréhension des réactions hostiles à l'immigration qui ont pu gagner du terrain dans ces milieux populaires. C'est même, précisément, l'absence de réponse politique et syndicale à ces problèmes sociaux ouvriers qui ouvrent un boulevard à la propagande de l'extrême droite, au Royaume-Uni comme ailleurs.

La résignation ne saurait donc être de mise. On ne suivra pas nécessairement, néanmoins, la stratégie de Jones, qui, semble-t-il, milite à l'extrême-gauche du parti travailliste. Mais on lui accordera que l'un des enjeux, difficiles mais indispensables, du combat pour l'émancipation et l'égalité sociale demeure, plus que jamais, de redonner voix et force anticapitaliste à la classe ouvrière, dans la pluralité de ses composantes.

De ce point de vue, son livre est une lecture parfaitement stimulante et son succès en Grande-Bretagne un phénomène particulièrement intéressant. ■

Fabien D



Bulletin de l'Union Technique Syndicale CNT en RP

Une publication des syndicats Sim-RP, Interco 91, Éducation 91, Nettoyage CNT-RP, Communication Culture-CNT-RP + participations de camarades.

www.autrefutur.org
cnt@autrefutur.org

LA LONGUE ATTENTE DE L'USINE DE CÉRAMIQUE ZANON, OCCUPÉE À NEUQUÉN (PATAGONIE ARGENTINE)

Elio Brat (Página 12, 05.09.11) *

Cela fait dix ans que la gestion ouvrière existe à Neuquén dans l'usine de céramique Fasinpat (Fabrique sans patrons), plus connue comme Zanon, et ses travailleurs continuent à réclamer l'application de la loi d'expropriation adoptée par la législature de la province de Neuquén il y a deux ans. Ils exigent que le gouvernement de Jorge Sapag mette en place la loi et la concrétise sur le plan judiciaire, en déclarant la faillite de l'ex usine Zanon.

> L'expropriation de Zanon a été votée et adoptée le 12 août 2009. Le projet a été impulsé par le bloc du gouverneur Jorge Sapag. Pourquoi cette expropriation ne s'est-elle pas effectuée?

Un des facteurs a été que des hommes politiques ont mis sur notre échec. Fin 2008 et début 2009 plusieurs usines ont fermé et licencié en particulier dans le bâtiment. Ils ont pensé qu'une usine comme la nôtre sans aide économique pour soutenir sa production et sans accès à des crédits allait s'écrouler d'elle-même. Mais ce ne fut pas le cas.

> Où en est-on maintenant?

Encore que pour les gens de Neuquén un retour en arrière est très difficile, nous avons reculé quelque peu car il y a des plaintes sur l'« inconstitutionnalité » de la loi et nous ne savons pas qui doit décider: la Justice fédérale ou la provinciale. La situation est au point mort.

> Comment avez-vous tenu pendant ces dix ans?

La partie la plus forte du travail se fait avec les gens de Neuquén et avec les organisations sociales, politiques et syndicales. Cela nous renforce et fait pencher la balance en notre faveur dans les manifestations. Les gens savent que nous luttons pour notre travail. Et cette année nous avons franchi une étape énorme en participant à la politique. Un défi très fort auquel les gens ont répondu: aujourd'hui nous les céramistes nous avons un député (provincial, Alejandro López) élu également comme membre du Front de gauche des travailleurs, mais c'est nous qui sommes l'image de marque et plus de 12.000 neuquiniens ont voté pour nous, c'est ceux qui soutiennent la lutte de Zanon.

> Si l'expropriation a lieu, que voulez-vous que devienne Zanon?

Nous voulons que Zanon passe aux mains de l'État car nous pensons qu'elle appartient à la communauté. Évidemment avec une gestion par les travailleurs, comme durant ces dix premières années. Dans ce cas il devrait y avoir un appui de l'État provincial lui-même, en destinant une partie de la production au service du public, comme nous le faisons ainsi que d'autres usines de céramique récupérées, Stefani, à Cutral C6, et Cerámica del Sur, à Neuquén.



*Brève présentation du traducteur

Ce quotidien est pro gouvernemental à 95%. Le but du journaliste est de faire croire que seul le gouvernement de Jorge Sapag du MPN (=Mouvement populaire « neuquien »), empêche Zanon d'avoir une situation juridique stable. La réalité est que ce gouverneur est en faveur de la présidente de la République, archi néo libérale et opposée à une loi nationale en faveur des entreprises récupérées. L'opposition aux usines récupérées au niveau provincial obéit aux ordres présidentiels.

Frank